Les salariés français face à l'épidémie de COVID-19

Depuis le début de la crise du COVID 19, la CFDT s'est mobilisée pour être aux côtés des travailleurs et de ses adhérents. Le nombre de questions et témoignages reçus sur la boite covid19@cfdt.fr (2 700 mails reçus et traités en 1 mois et demi), et le nombre de vues sur la FAQ dédiée au Coronavirus (plus de 1,2 million de vues), nous ont donné un aperçu de la diversité des situations, de l'ampleur des questions et des inquiétudes soulevées par cette crise. Pour en savoir plus, la CFDT a décidé de lancer une enquête auprès de salariés français, en partenariat avec l'institut de sondage Kantar, pour recueillir leur perception de l'impact de la crise sur leur situation professionnelle, et leur vision de l'avenir. Elle a été réalisée mi-avril.

Les grands enseignements de l'enquête

#construisonsdemain

1. Une situation professionnelle très fortement impactée et de grandes disparités de situations.

Si une majorité de salariés ont vu leur situation professionnelle impactée (70 %), celle-ci l'est très différemment selon leur catégorie professionnelle ou la taille de leur entreprise :

- 96 % des ouvriers toujours actifs travaillent « en présentiel » contre 32 % des cadres ;
- 41 % des salariés des très petites entreprises ont déjà constaté une diminution de leur salaire, contre seulement 14 % des salariés des très grandes entreprises ;
- assez logiquement, ceux qui sont en chômage partiel sont ceux qui se sentent le plus isolés ;
- 87 % de ceux qui travaillent sur leur lieu de travail habituel sont très inquiets pour leur santé ;
- les conditions de télétravail sont plus difficiles pour les femmes et les agents publics.

2. Des craintes pour l'avenir sur l'emploi, les conditions de travail et les salaires.

- Les sentiments dominants parmi les salariés oscillent entre l'inquiétude (51 %), la patience (46 %) et l'impuissance (37 %).
- Les travailleurs anticipent de très forts changements : 79 % pensent que la crise aura une incidence sur l'avenir de leur administration ou de leur entreprise ; 75 % anticipent une évolution des manières de travailler.
- Plus du quart des travailleurs (26 %) anticipent la perte de leur emploi ! Près d'un travailleur sur deux craint des suppressions de poste et une dégradation des conditions de travail et d'emploi. Près des deux tiers craignent une dégradation générale de leur situation financière !
- L'incertitude domine quant au sens que prendront les changements (52 % pensent qu'ils seront positifs et négatifs à la fois).

REJOIGNEZ LA CFDT :
cfdt.fr/adhesion

@CFDT
/la.CFDT
@cfdt_officiel
CFDT

CFDT.FR

3. Le dialogue social, un atout pour obtenir la confiance des salariés.

Alors qu'un quart des salariés considèrent que leur employeur n'a pas pris les bonnes mesures face à cette crise, ce mécontentement est divisé par trois lorsqu'il a consulté les représentants du personnel.

De la même manière, si un quart des salariés ne font pas confiance à leur employeur pour ce qui concerne l'adaptation des conditions de travail et la protection sanitaire des travailleurs, la consultation des représentants des salariés divise par deux cette inquiétude.

Assez logiquement, 68 % des salariés attendent des syndicats qu'ils jouent un rôle dans la réponse à apporter aux conséquences de la crise actuelle.

4. Les Français aspirent à des évolutions profondes de notre société.

- Parmi les attentes sur une société post-épidémie, les salariés en expriment deux très nettes, adressées aussi bien aux employeurs qu'aux pouvoirs publics : relocaliser en France des productions-clés (73 %) et revaloriser les emplois dont la crise a montré le caractère indispensable (72 %).

- La crise n'a pas gommé les préoccupations environnementales et climatiques (59 %), et le souhait d'une revalorisation des services publics (58 %).

- Si les salariés sont prêts à consentir à des efforts, ils considèrent que ceux-ci doivent être partagés : 87 % trouvent acceptable de rétablir une contribution des plus riches ; 57 % pensent qu'il faut exiger des contreparties de la part des entreprises ayant bénéficié de dispositifs d'aide des pouvoirs publics.

REJOIGNEZ LA CFDT :
cfdt.fr/adhesion

Beaucoup de travailleurs ont subi, subissent, et continueront à subir les conséquences directes de la crise du Covid 19 sur leurs conditions de travail, d'emploi et/ou de rémunération. Ils sont légitimement inquiets pour l'avenir et sont conscients que nous sommes à l'aune de changements importants. Nombre d'entre eux aspirent à ce que cette pandémie n'ait pas été vaine et qu'elle nous permette d'interroger collectivement notre mode de développement et de société. Il n'y aurait rien de pire que de vouloir faire « comme avant » et de construire cet avenir sans écouter leurs attentes, leurs craintes, leurs avis et leurs idées.

C'est pourquoi la CFDT revendique :

- **Une reprise du travail progressive et négociée,** dès lors que les conditions de santé et de sécurité des travailleurs sont réunies.
- **Une mobilisation générale pour l'emploi, qui prenne en compte la nécessaire transition écologique** (une concertation sur l'emploi dans toutes ses dimensions, une mobilisation de tous les outils existants pour contenir au maximum les suppressions d'emploi, et l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage).
- **La reconnaissance des travailleurs qui exercent des métiers invisibles mais indispensables** (par des augmentations de salaire, une autre organisation du travail) et **des travailleurs qui ont affronté la crise en présentiel** (par une prime sous forme de crédit d'impôt).
- **De remettre le travail et ses modes d'organisation au cœur du dialogue social et professionnel,** à tous les niveaux.
- **La mise en place de dispositifs d'urgence** pour répondre aux personnes les plus fragilisées par la crise (travailleurs précaires, jeunes arrivants sur le marché du travail, etc.).
- **Le partage des efforts pour sortir de la crise :** contribution des plus riches (impôt sur les successions, revenus du capital soumis au même barème que les revenus du travail), pratiques exemplaires des entreprises qui ont bénéficié des aides publiques, contribution des grandes entreprises qui ont fait des bénéfices, notamment les GAFA.
- **Une relance de l'économie au service de la transition écologique et sociale et de la maîtrise de services publics stratégiques** (recentrer le pacte productif sur ses deux objectifs initiaux – décarbonation de l'industrie et plein emploi -, booster le green deal européen, réfléchir sur les missions de service public).

C'est sur cette base que nous devons construire un nouveau modèle de société qui allie justice sociale et urgence écologique, qui remette la question du travail et de ses modes d'organisation au cœur des débats, et qui assure la protection de tous et toutes.

REJOIGNEZ LA CFDT :
cfdt.fr/adhesion

Enquête réalisée par Kantar pour la CFDT, auprès d'un échantillon de 1005 personnes, représentatif des salariés français, du 16 au 22 avril 2020.